

ANNONCE D'EMPLOI – POSTE DE CONSULTANT

Date d'Annonce : **29 Juillet 2014**

LIEU DE L'ORGANIZATION :	UN-HABITAT
AFFECTATION :	Yaoundé/ Cameroun
TITRE FONCTIONNELLE :	Étude de faisabilité d'une politique Urbaine
DUREE :	20 Jours
DATE DE CLOTURE :	24 Août 2014

ARRIERE-PLAN

Les tendances de l'urbanisation au Cameroun sont irréversibles avec un taux d'urbanisation de 52 % en 2010, et toujours en croissance. En Janvier 2010, la population urbaine était estimée à 10 091 172 habitants sur les 19 406 100 que compte au total le Cameroun, soit plus de 525% vivant en milieu urbain. Cette croissance urbaine exponentielle constitue à la fois un défi mais aussi un potentiel pour le développement au Cameroun, vu la place des villes dans la création des emplois et des services de base.

En termes de défi, l'État doit faire face à un ensemble de fléaux parmi lesquels le chômage, l'accroissement de la criminalité, la montée en puissance de la vulnérabilité et une pauvreté de plus en plus accrue dans les villes au Cameroun, le besoin en infrastructures et en services de base. Bien encadré, le tissu urbain est en voie de devenir un facteur catalytique du développement au Cameroun avec sa contribution dans le PIB (60%). Les efforts entrepris par le gouvernement camerounais ces dernières années, ont permis d'améliorer les conditions d'existence en milieu urbain (Programme de sécurité Urbaine, Gouvernance Urbaine, Projet de Développement des Secteurs Urbains et d'approvisionnement en Eau (PDUE), Construction de 1500 logements sociaux, Programme de dix milles logements sociaux, Programme C2D, Projet d'Assainissement de Yaoundé (PADY), Projet d'Assainissement Pluvial de la ville de Douala, Programme de Développement de l'Habitat, Programme d'Amélioration de l'environnement urbain, Programme de Développement des infrastructures de transport urbain). En raison des opportunités qu'offre l'Urbanisation au Cameroun pour la création d'emplois et pour la lutte contre les inégalités sociales, le sous- secteur urbain est désormais considéré comme étant un secteur vital, sur lequel il faut investir d'avantage. (Voir les documents : Cameroun Vision 2035, DSCE, DSRP, Stratégie de Développement du Sous- secteur urbain.....).

Les villes camerounaises connaissent une croissance sans précédent. Celle-ci s'est effectuée dans un contexte de crise économique prolongée, et en l'absence d'une planification efficace et d'investissement importants, ce qui a eu pour conséquences une dégradation des pôles urbains et une multiplication de zones d'habitat spontané, avec pour corollaires la promiscuité, l'insalubrité et l'insécurité. En un mot, la pauvreté urbaine et les désordres socioéconomiques qui en découlent se sont aggravés inéluctablement, en, obérant sensiblement la fonction économique et résidentielle de nos cités.

Par ailleurs, les villes camerounaises s'étalent, consomment de plus en plus d'espace, incitent à un usage immodéré de l'automobile et des motos par un zonage éloignant les zones d'habitat des zones d'activité, commerces, marchés et loisirs. Nos villes deviennent lieux de surconsommation énergétique, de congestion urbaine, de bruit et nuisances. L'étalement urbain est synonyme de besoins accentués en termes de réseaux, d'équipements et de services (assainissement, transport, approvisionnement en eau, en électricité, établissements scolaires et sanitaires, etc.). Besoins inégalement remplis selon les quartiers, créant d'importantes zones d'exclusion. L'étirement des villes rend difficile le développement de solutions alternatives favorables à l'environnement telles

que les transports collectifs ou les réseaux, qui demandent une densité urbaine minimum. Socialement parlant, la ville éparpillée renforce la fragmentation sociale, la ville éclatée n'autorise pas plus le brassage des populations.

Des lors, le gouvernement du Cameroun reconnaît le rôle important de l'urbanisation et les zones urbaines jouent dans le développement économique et social du pays à travers la création de richesse la pauvreté et la réduction des inégalités.

Le gouvernement Camerounais vient d'adopter une stratégie de développement urbain qui est le fruit de plusieurs années de travail. Cependant cette stratégie nationale oriente aussi vers le développement d'une vision à long terme, d'où la nécessité de doter le Cameroun d'une politique Nationale Urbaine qui fixe les orientations et les grands axes stratégiques dans la gestion urbaine au Cameroun dans les 15 ans à venir.

RESPONSABILITES

L'objectif global de cette initiative est de doter le Cameroun d'une politique urbaine nationale (PUN) qui consistera entre autre à amorcer le processus qui permettrait au gouvernement de coordonner les interventions des acteurs étatiques et non-étatiques sur les questions urbaines. Une politique urbaine nationale au Cameroun conduirait à soutenir fermement la croissance et le développement urbain qui serait durable, compact, connecté, intégré et régionalement équilibré, économiquement et socialement dynamique, résilient au changement climatique et aux catastrophes risques et de soutien des liens avec les zones rurales.

Mais cette consultation étant orientée vers une étude de faisabilité dans un premier temps, le consultant aura les rôles et responsabilités suivantes :

- Fournir un fond justifiant la formulation de la PUN en présentant l'état des lieux du secteur urbain (historique, situation actuelle, atouts et contraintes, enjeux au développement).
- Analyser les documents stratégiques existants et établir leur lien avec une PUN (Stratégie de Développement Urbain, Cameroun Vision 2035.) ;
- Refléter et croiser les expériences des autres pays en matière de PNU ;
- Décrire les liens politiques avec les politiques et les pratiques nationales et internationales ;
- Définir les principes et lignes directrices d'une PUN ;
- Décrire des objectifs politiques spécifiques, objectifs et stratégies relatives aux questions urbaines identifiées dans le rapport d'étude Analyse de la situation
- Proposer des programmes, projets et activités, des instruments spécifiques et des outils pour appuyer la mise en œuvre de la politique ; Ces documents doivent être suivis d'un plan de financement et le cadre logique
- Analyser les hypothèses et risques relatifs au développement d'une PUN;
- Consulter les acteurs étatiques et non étatiques, les collectivités locales, les bailleurs de fonds, la société civile, etc. sur la pertinence d'une PUN au Cameroun.
- Définir des options pour le développement d'une vision à long terme sur le développement urbain au Cameroun et si nécessaire proposer une feuille de route pour les prochaines étapes.

COMPETENCES

Le profile requis pour le consultant est le suivant :

- Avoir une bonne connaissance des politiques de gestion et de développement urbains en Afrique, du cadre institutionnel et juridique.
- Avoir une bonne maîtrise des nouveaux enjeux de développement au Cameroun et dans la sous région (décentralisation, gestion des services de base, gestion financière et participative).
- Avoir les capacités de mener une démarche participative et consensuelle

- Avoir une bonne connaissance des analyses de diagnostic et d'analyse.

EDUCATION

Avoir un diplôme universitaire supérieur (Maitrise ou Doctorat) dans les domaines suivants : planification et gestion urbaine ; décentralisation et politiques publiques, sciences politiques et tout autre diplôme pertinent pour cette consultance.

EXPERIENCE DE TRAVAIL

- Expert International/ National justifiant plus de 15 années d'expériences dans le secteur urbain et au moins 7 ans en Afrique subsaharienne.
- Avoir l'expérience de travailler avec les institutions publiques et étatiques, notamment les ministères sectoriels, les collectivités locales et les municipalités.

COMPETENCES LINGUISTIQUES

Le consultant doit avoir une excellente maîtrise du français à l'écrit comme à l'oral sachant que le produit final doit être présenté en Français. La maîtrise de l'Anglais est aussi souhaitable.

D'AUTRES COMPETENCES

- Avoir la capacité physique de voyager à l'intérieur du Cameroun.
- Avoir la capacité de travailler sous pression et de respecter les délais.
- Justifier de la capacité de travailler avec des équipes pluridisciplinaires.

REMUNERATION

La consultance doit se faire dans une durée de 20 jours. Les tarifs et autres honoraires seront calqués sur la grille salariale des Nations Unies (Voir lien).

Les candidatures doivent comporter :

- Une lettre de motivation (maximum 1 page)
- CV en format P11 en PDF, accessible à partir du site d'INSPIRA website (inspira.un.org)
- Un résumé du CV (maximum 2 pages), indiquant les informations suivantes:
 1. La Formation (incl. dates)
 2. L'Expérience Professionnelle (missions, tâches, réalisation, durée par année/ mois)
 3. D'autres expériences et expertises (ex stage/ travail volontaire, etc.)
 4. Une proposition technique et Financière indiquant le salaire attendu

Veillez savoir que depuis le 15 Avril 2010, les demandes de consultants services doivent faire partie de le e-Roster de l'ONU-Habitat pour que les applications soient considérés. Vous pouvez atteindre le e-Roster à travers le lien suivant: <http://e-roster.unhabitat.org>

All applications should be submitted to:

Ms. Serah Mutisya

UN-HABITAT

P.O. Box 30030, 00100 Nairobi, Kenya

Email: serah.mutisya@unhabitat.org

Date limite pour les applications : 24 Août 2014 à 20 h, heures de Nairobi

ONU-HABITAT ne prend de frais à aucune étape du processus de recrutement. Si vous avez des questions concernant des personnes ou des sociétés qui prétendent recruter des candidats au nom de ces bureaux et en demandant le paiement d'une redevance, veuillez contacter: [.recruitment@unon.org](mailto:recruitment@unon.org)